



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 de l'ordre du jour

**Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations
Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans
le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale**

Colombie: projet de résolution

Renforcement de la coopération internationale pour s'attaquer aux liens pouvant exister dans certains cas entre les activités criminelles transnationales organisées et les activités terroristes

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Soulignant qu'au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Salvador (Brésil) en 2010, les États ont reconnu les liens croissants entre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues dans le contexte du problème mondial de la drogue et, à ce propos, insisté sur l'urgente nécessité pour tous les États de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale s'ils voulaient agir efficacement contre les problèmes que posaient ces liens¹,

Tenant compte des engagements pris par les Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée en 2000, et aux Protocoles s'y rapportant², à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972³, à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes⁴, à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite

¹ *Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation*, résolution 65/230 de l'Assemblée générale, annexe, par. 47.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

³ Ibid., vol. 976, n° 14152.

⁴ Ibid., vol. 1019, n° 14956.



de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁵ et aux instruments internationaux existants de lutte contre le terrorisme,

Tenant compte également de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies en matière de terrorisme, et particulièrement de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies⁶,

Considérant qu'en vertu de la Convention de 1988 tous les États concernés sont tenus d'incorporer dans leur droit interne l'infraction d'opérations financières liées aux drogues et tous les États parties adoptent les mesures nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale au blanchiment d'argent lorsqu'il est commis intentionnellement,

Rappelant les dispositions de la Convention de 1988 relatives aux liens entre le trafic illicite et d'autres activités criminelles organisées,

Soulignant la nécessité de renforcer les mesures internationales, y compris aux échelles régionale et nationale, visant à améliorer la coopération, comme il est indiqué dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue⁷, que l'Assemblée générale a adoptés par sa résolution 64/182 du 18 décembre 2009,

Rappelant la résolution 65/169 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010 intitulée "Action préventive et lutte contre la corruption et le transfert d'avoirs d'origine illicite et restitution de ces avoirs, notamment aux pays d'origine, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption",

Tenant compte de la résolution 64/179 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 2009, intitulée "Renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique",

Consciente que le produit de la criminalité transnationale organisée peut, dans certains cas, servir à financer le terrorisme et d'autres formes de criminalité qui ont sur les États des effets néfastes⁸,

Profondément préoccupée par les effets préjudiciables de la criminalité organisée sur les droits de l'homme, l'état de droit, la sécurité et le développement, par sa complexité, sa diversité et ses aspects transnationaux, ainsi que par les liens qu'elle entretient avec d'autres activités criminelles et, dans certains cas, terroristes,

1. *S'inquiète* des liens qui dans certains cas peuvent exister entre la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et les activités terroristes, et en particulier les activités qui permettent aux groupes criminels organisés et aux groupes terroristes d'exister;

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627

⁶ Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 8 (E/2009/28)*, chap. I, sect. C.

⁸ Certains pays ont établi que dans certains cas les activités des groupes criminels organisés étaient liées à des activités terroristes.

2. *Exhorte* les États à renforcer la coopération internationale pour affronter les graves menaces que présentent les différentes formes et manifestations de la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues et la production illicite de stupéfiants, le blanchiment d'argent et les activités terroristes, ainsi que les liens qui dans certains cas peuvent exister entre elles;

3. *Exhorte également* les États à redoubler d'efforts, en conformité avec leurs législations nationales, pour mettre en place des régimes et des mécanismes institutionnels appropriés ou renforcer ceux qui existent, de manière à promouvoir la coopération internationale et à favoriser la coopération entre les services nationaux de détection et de répression et les entités chargées de repérer et de recouvrer les avoirs pour combattre les activités criminelles transnationales et les activités terroristes, et s'attaquer aux liens qui dans certains cas peuvent exister entre elles;

4. *Encourage* les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁹, à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972¹⁰, à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes¹¹, à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹² et aux conventions et protocoles internationaux pertinents relatifs au terrorisme, notamment à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme¹³, à tirer parti des nombreuses possibilités qu'offrent ces instruments internationaux pour renforcer la coopération internationale, y compris à travers l'entraide judiciaire et l'extradition, le cas échéant, afin de lutter contre la criminalité organisée et, dans certains cas, contre les liens qu'elle entretient avec les activités terroristes et le trafic de drogues;

5. *Invite* les États à mettre en commun leurs données d'expérience et leurs bonnes pratiques pour s'attaquer aux liens qui dans certains cas peuvent exister entre les différentes formes et manifestations de la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues, les activités terroristes et le blanchiment d'argent, y compris pour mettre en évidence les nouveaux moyens employés pour commettre des actes de criminalité transnationale organisée et leurs conséquences.

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

¹⁰ Ibid., vol. 976, n° 14152.

¹¹ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

¹² Ibid., vol. 1582, n° 27627.

¹³ Ibid., vol. 2178, n° 38349.